

Morningstar 25/08/2009

Les rétrocessions en question

La Banque de France lance une série de contrôles sur les conseillers financiers. Emoi dans le monde des conseillers financiers : les autorités commencent leur tournée d'inspection en s'intéressant à la façon dont les CGP (Conseillers en Gestion de Patrimoine) commercialisent les fonds et sont rémunérés par les fournisseurs sous forme de rétrocessions. Plusieurs conseillers de la région Ouest auraient reçu une lettre de la Banque de France les prévenant d'une prochaine visite et d'un contrôle sur pièces. En effet, selon une convention signée en 2005 avec l'AMF (Autorité des Marchés Financiers) la Banque de France a le pouvoir d'effectuer des contrôles pour le compte de cette dernière.

LETTRE RECOMMANDEE AVEC ACCUSE DE RECEPTION

OBJET : Délégation de l'AMF pour le contrôle de votre établissement.

Monsieur,

En application des dispositions de la convention de partenariat conclue le 6 juin 2005 entre l'Autorité des marchés financiers (AMF) et la Banque de France, relatives au suivi et au contrôle de l'activité de conseil en investissements financiers, le secrétaire général de l'Autorité des marchés financiers m'a désigné pour réaliser des travaux de contrôle du respect de vos obligations professionnelles.

Afin que cette intervention puisse se dérouler dans les meilleures conditions d'efficacité, je vous serais reconnaissant de bien vouloir tenir à ma disposition dans vos locaux les documents et informations dont la liste est jointe au présent courrier, afin que je puisse les consulter lors de ma prochaine venue pour effectuer les contrôles demandés.

Toutefois, la liste des opérations de conseil en investissement et de réception-transmission d'ordres sur parts d'OPCVM fournies aux clients en 2008 et au cours des 5 premiers mois de 2009, demandée dans cette liste, devra m'être transmise le plus tôt possible par courrier électronique à l'adresse suivante pierre-olivier.lechere@banque-france.fr.

Mon intervention sur place se fera entre le _____, rendez-vous qui sera fixé prochainement lors d'un contact téléphonique.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Cette initiative suscite dans la profession une certaine surprise : il est normal que les CIF (conseil en investissements financiers) soient contrôlés, mais pourquoi s'intéresser en priorité aux petits indépendants plutôt qu'aux grands réseaux bancaires s'étonne l'un d'eux ? Car si conflit d'intérêts il y a ("est-ce que je conseille le produit financiers le mieux adapté à mon client ou le produit financier qui me

procure la plus grosse rétribution"), il est susceptible d'exister aussi bien chez un conseiller indépendant que chez un conseiller bancaire. Un professionnel constate d'ailleurs que certains réseaux bancaires ont supprimé les commissions à leurs conseillers assises sur les volumes réalisés... au profit de bonus de fin d'année ! Reste que la profession de conseiller financier connaît des évolutions importantes tant au niveau réglementaire qu'au niveau des pratiques **comme en témoignait Jean-Pierre Rondeau, vice-président de la CGPC, une des associations de conseillers financiers, dans le cadre d'une interview réalisée début 2008 : "Halte à l'hypocrisie sur la rémunération des conseillers financiers".**

Quelles sont les rémunérations ?

Dans le cadre de son contrôle, la Banque de France souhaite donc consulter un certain nombre de pièces, telles que les règles internes de lutte contre le blanchiment d'argent ou les modèles de document d'entrée en relation. Mais aussi le détail des rétrocessions perçues. Il est ainsi demandé au conseiller de fournir la liste nominative des souscriptions-rachats de fonds avec pour chacun d'eux le montant de la rétrocession, d'indiquer comment ces informations ont été communiquées aux investisseurs...

Nombre de clients et montant des encours « conseillés » à la date du contrôle en distinguant les clients personnes physiques des clients personnes morales.

Nombre et montant des ordres de souscriptions –rachats d'OPCVM reçus et transmis en 2008 et au 31.05.2009.

Liste des opérations de conseil en investissement et de réception-transmission d'ordres sur parts d'OPCVM fournis aux clients en 2008 et au cours des 5 premiers mois de 2009 : cette liste devra être adressée aux contrôleurs par courrier électronique

- Type d'opération : conseil seul ou conseil + réception-transmission d'ordres.
- Date de l'opération
- Nom du client.
- Type de client (personne physique / morale).
- Nom de l'instrument financier conseillé
- Compte sur lequel les mouvements correspondants ont vocation à être enregistrés : compte titres ou contrat d'assurance vie,
- Capitaux de l'opération de conseil ou de réception-transmission d'ordres.
- Montant de la rétrocession perçue

Procédure d'entrée en relation avec les clients.

Modèles de document d'entrée en relation utilisé.

Modèles de lettre de mission utilisée.

Exemples de comptes rendus d'activité.

Recensement des rémunérations perçues ou versées en 2008 et 2009 : identité du payeur ou du bénéficiaire, barème, montant, nature de la prestation rémunérée

Exemple d'information détaillée fournie à la demande des clients sur les rétrocessions perçues.

Procédures internes relatives à la fourniture de la prestation de conseil en investissement ou de réception-transmission d'ordres sur parts d'OPCVM.

Modèle de rapport.

Modèle de convention de réception-transmission d'ordres.

Inventaire des documents commerciaux adressés à vos clients : nature, fréquence, support et destinataires des informations adressées par le CIF. Exemple de différents documents commerciaux en vigueur

Règles écrites internes relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Frédéric Lorenzini est rédacteur en chef de Morningstar France.